Érik NEVEU, *Sociologie politique des problèmes publics*

Paris, A. Colin, coll. U. Sociologie, 2015, 286 pages

Éric Dacheux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10907>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10907

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 423-425

ISBN : 978-2-8143-0313-3

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Éric Dacheux, « Érik NEVEU, *Sociologie politique des problèmes publics* », *Questions de communication* [En ligne], 30 | 2016, mis en ligne le 13 mars 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10907> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10907>

t-il, ils « entretiennent une tension qui peut à tout moment produire des expressions critiques » (p. 126). Alexander Neumann revient ensuite sur la distinction méthodique opérée entre système et monde vécu dans la théorie de l'agir communicationnel. Le concept de monde vécu ne trouvant pas de « correspondance empirique » dans les sociétés contemporaines, il vide « de toute substance empirique, corporelle ou sensible » le concept d'expérience, ce qui permet à l'auteur d'en conclure qu'il n'est pas « un concept sociologique opérationnel [...], mais répond à un concept normatif qui esquisse l'idéal anhistorique d'une interaction langagière » (p. 130). Là encore, c'est le statut de l'expérience qui se trouve au cœur de la discussion : l'expérience sensible ébranle le schéma cognitif de l'agir communicationnel. Et c'est là, l'originalité de l'approche d'Alexander Neumann par rapport aux travaux de recherches menés dans le champ des sciences de l'information et de la communication, qui eux-aussi invitent à dépasser le cadre théorique normatif de Jürgen Habermas. Enfin, l'auteur introduit le concept de subjectivité rebelle proposée par Oscar Negt comme alternative conceptuelle donnant toute sa place à l'expérience sensible : « Il émane du sujet qui produit sa propre expression, mais se définit aussi en rapport à une altérité [...] aux connotations multiples selon les situations » (p. 136).

Dans la troisième partie (pp. 143-184), Alexander Neumann propose de conceptualiser les espaces publics oppositionnels recueillant les subjectivités rebelles des individus « en tant qu'objet propre de la sociologie ». Pour cela, il engage à nouveau une discussion théorique exigeante et sans concession, avec Nancy Fraser et Axel Honneth. Il pointe avec justesse les apports essentiels de ces deux auteurs, mais aussi leurs limites intrinsèques dans la compréhension des expériences vivantes encore non représentées sous la forme abstraite de l'intérêt général, dont le principe ne peut tenir compte des multiples particularités de l'expérience vécue. À la première, Alexander Neumann reproche de construire « elle-même une opposition entre la compréhension de l'expérience vécue et une sociologie objectivante, alors que sa propre théorie des contre-publics nécessiterait une sociologie de la subjectivation politique pour être cohérente théoriquement » (p. 173) ; au second d'écarter « de sa théorie de l'espace public le domaine empirique de l'expérience sensible et des expériences liées au monde du travail » (p. 182). Et d'en conclure que, chez ces deux auteurs, certes de façon différente, « les éléments en faveur d'une théorie de l'espace public oppositionnel, compris comme une partie intégrante de l'espace public démocratique, sont finalement sacrifiés à la cohérence d'un modèle habermassien élargi » (p. 183).

En définitive, la lecture de cet ouvrage invite les chercheurs à systématiquement objectiver leur propre choix théorique de conceptualisation de l'espace public plutôt que de prendre comme un acquis la perspective normative habermassienne. En jeu, l'exigence épistémologique d'assurer à l'analyse des phénomènes sociaux étudiés un concept réfléchi dans son historicité et dans son rapport dialectique à la société et aux expériences des individus. Quant à la théorie de l'espace public oppositionnel proprement dite, elle s'avère sociologiquement féconde pour examiner l'activité des mouvements sociaux et ses retentissements sur les processus de dérouterinisation et de renouvellement des structures et des thématiques de l'espace public. Elle permet en effet de conceptualiser sa fragmentation, tout en réinscrivant le caractère conflictuel de la communication dans l'analyse. La critique sociale du programme électronucléaire français depuis plus de quatre décennies étudiée dans le cadre de nos propres travaux de recherche en est un exemple saillant : expérimentation de formes de communication et de délibérations alternatives, remise en cause de la norme participative formalisée dans les dispositifs de démocratie participative, ancrage territorial des espaces publics institués par les dynamiques contestataires, établissement d'alliances contre-hégémoniques en leur sein, remise en cause du traitement pyramidal des problèmes publics, subvertissement des frontières des États-nations, promotion d'idéaux délibératifs face aux logiques technologiques, autonomie relative des mouvements sociaux à l'égard des autres espaces sociaux, etc. Autant d'aspects, issus des expériences sensibles et des pratiques vécues, caractérisant « le débordement cyclique de l'espace public représentatif par les espaces publics oppositionnels » (p. 28) que l'ouvrage d'Alexander Neumann ne fait qu'effleurer. Il s'agit là de son principal défaut : l'absence de matériaux empiriques venant appuyer et éclairer le propos théorique, et montrer ainsi en quoi et comment ces espaces publics oppositionnels mettent aujourd'hui à l'épreuve et stimulent l'espace public institué.

Mikaël Chambru

Gresec, université Grenoble-Alpes, F-38000
mikael.chambru@univ-grenoble-alpes.fr

Érik Neveu, *Sociologie politique des problèmes publics*
Paris, A. Colin, coll. U. Sociologie, 2015, 286 pages

Cet ouvrage pédagogique, à destination des étudiants de master ou des chercheurs non spécialistes des problèmes publics (PP), est structuré autour de cinq opérations clefs qui constituent autant de chapitre : « Identifier » (chap. 2, pp. 41-93), « Cadrer » (chap. 3, pp. 95-124), « Justifier »

(chap. 4, pp. 125-154), « Populariser » (chap. 5, pp. 155-182), « Mettre en politique publique » (chap. 6, pp. 183-216). Ces cinq opérations qui visent à questionner le réel « sans le ligoter » (p. 17) sont utilement complétées par un historique sur la constitution de la tradition de recherche sur les problèmes publics aux États-Unis (chap. 1, pp. 21-40), et un septième et dernier chapitre (pp. 217-242) s'interrogeant sur les limites actuelles de la tradition de recherche explicitée par ce manuel.

Le talent pédagogique d'Érik Neveu s'illustre à merveille dans cet ouvrage écrit dans un style clair et teinté d'un humour ironique revigorant. De plus, dans chaque chapitre, l'auteur a rédigé des encadrés qui sont autant d'exemples concrets permettant de donner chair à des concepts issus d'une littérature scientifique pas toujours digeste. Par ailleurs, l'ouvrage bénéficie de deux index (par auteur et par notion) qui facilitent une seconde lecture plus pointue pour les étudiants soucieux de creuser, en fonction de leurs intérêts et de leurs cours, tel ou tel passage. Enfin, l'ouvrage offre une large bibliographie qui fait l'effort de croiser recherches anglo-saxonnes et francophones permettant, à la fois, d'éviter un regard franco centré sclérosant et de dévaloriser une recherche francophone qui propose, ce livre en est la preuve, un propos plus décalé et intégrateur que la littérature *mainstream*.

Sur le fond, cet ouvrage poursuit, selon les dires mêmes d'Érik Neveu, trois objectifs. Le premier est de « Montrer comment s'est constitué une tradition de recherche sur les « problèmes publics » (p. 7). Le second est de « rendre intelligibles les conflits, les opérations, les séquences qui aboutissent (ou pas) à constituer un fait social en un "problème" promu objet de débats, peut être de politiques publiques » (*ibid.*). Le troisième est « d'inviter à réfléchir à l'inscription historique de cette catégorie de problèmes publics, à sa possible rétraction contemporaine » (*ibid.*). Ces trois objectifs sont atteints. Le chapitre premier décrit l'institutionnalisation, aux USA, d'un champ de recherche reconnu (société savante, revue classée, etc.) : « celui des activités qui visent à constituer des situations et rapports sociaux en problèmes mis en débat et pris en charge par les pouvoirs publics » (p. 36). L'objectif deux est totalement rempli par la description des cinq opérations que l'on retrouve (parfois partiellement et souvent dans des enchaînements différents) dans la constitution des problèmes publics. Pour chaque opération, Érik Neveu montre combien la constitution en problème public d'une question sociale ne va pas de soi : il n'y a pas une évidence sociale qui s'impose à tous, mais des acteurs qui s'affrontent et s'allient afin de faire évoluer le regard des journalistes, de la classe politique et de l'opinion

publique. Enfin, le troisième objectif (s'interroger sur la pertinence de la notion de problème public à l'heure du néolibéralisme triomphant) est lui aussi atteint par l'intermédiaire du chapitre sept, au titre évocateur « Dire adieu à la culture des problèmes publics ? ». En effet, ce qui semblait, hier, relever de l'injustice sociale, apparaît parfois, aujourd'hui, relever de la responsabilité individuelle. Il s'agit d'individualiser des problèmes publics (le chômage, par exemple) en psychologisant et médicalisant des dysfonctionnements sociaux si bien que des problèmes autrefois sociaux (violence sociale sur le lieu du travail) deviennent des problèmes individuels (mauvaise gestion du stress liée au travail). Simultanément, cette dissolution de problèmes publics est accentuée par la redécouverte de la complexité environnementale qui tend à faire des catastrophes naturelles, des fatalités échappant à toute régulation politique. Cependant, cette double dissolution ne devrait pas, selon Érik Neveu, mettre fin aux recherches sur les problèmes publics. Pour plusieurs raisons que le lecteur découvrira en lisant ce chapitre dont une semble fondamentale : la démocratie. Étudier la mise à agenda (ou non) de problèmes sociaux qui deviennent (ou pas) des politiques publiques, c'est au fond – comme le défend avec conviction Érik Neveu dans la conclusion de cet ouvrage – étudier la démocratie telle qu'elle fonctionne réellement : une démocratie conflictuelle où s'affrontent des groupes aux intérêts divergents et aux ressources inégales. Une démocratie qui ne se réduit donc ni à l'idéal libéral d'une formation privée d'une opinion publique informée de manière rationnelle, impartiale et transparente ni à la critique marxiste d'un appareil idéologique monolithique entièrement contrôlé par les actionnaires des multinationales.

En parvenant à atteindre ces trois objectifs, l'auteur propose, au passage, des pages remarquables sur la créativité sous-estimée de l'administration (p. 77 et suivantes) ou la nécessité de ne pas réduire l'espace public à l'espace médiatique et l'espace médiatique à l'espace télévisuel (p. 155 et suivantes) et offre une critique décapante de la notion d'*empowerment* (p. 226). Malgré tout, la perfection n'étant pas de ce monde, il laisse sans réponse quatre questions. La première est celle de la définition même de ce qu'est un problème public. Est-ce que tous les faits sociaux portés à la connaissance du public par une controverse médiatique deviennent des problèmes publics ? Pour être concret, est-ce que l'affaire Benzema (un joueur de football mis en examen pour complicité de tentative de chantage et participation à une association de malfaiteurs) qui a fait la une des journaux, déclenché de vifs débats dans la presse et vu un ministre prendre publiquement position est un problème public ? Et, dans un autre genre est-ce que l'affaire Sokal est un problème public ? Autrement dit, n'aurait-on pas

intérêt à distinguer, dans les problèmes sociaux portés à la connaissance de l'opinion publique, ceux qui relèvent du politique et ceux qui relèvent d'autres catégories (sportifs, scientifiques, etc). La deuxième interrogation concerne l'espace. Plus précisément, la dimension territoriale des problèmes publics. Érik Neveu s'appuie principalement sur des problèmes nationaux. Or, l'espace public national n'a pas forcément les mêmes caractéristiques que l'espace public local ou international. Dans ces conditions, existe-t-il des caractéristiques spécifiques permettant de distinguer problèmes publics locaux, régionaux, nationaux, européens, mondiaux ? La troisième question porte sur le temps : combien de temps un problème social doit-il être présent à l'agenda médiatique pour devenir un problème public : une journée, une semaine, une année ? La dernière question est liée au contexte de lecture de cet ouvrage (le 22 mars 2016 à Bruxelles). Le terrorisme est-il un problème public ? Érik Neveu cite des dizaines d'exemples mais aucun n'est lié au terrorisme. Certes, les cinq opérations de construction d'un problème public peuvent se retrouver dans le terrorisme (identifier une cause, cadrage médiatique différent selon les aires culturelles, justification de la violence, mise à l'agenda médiatique, réponse des pouvoirs publics), mais n'y a-t-il pas, dans le terrorisme, une évidence sociale qui s'impose à tous ? *A contrario*, la volonté de terroriser donc de provoquer une émotion de repli sur soi plutôt qu'une réflexion critique, ne mériterait-elle pas une construction scientifique spécifique pour étudier ces stratégies de déstabilisation démocratique ?

Si on reconnaît la qualité d'un livre aux réponses claires qu'il apporte et aux interrogations critiques qu'il nourrit, assurément cet ouvrage est de grande qualité. À lire absolument.

Érik Dacheux

*Communication et sociétés, université Blaise Pascal
Clermont-Ferrand, F-63000
eric.dacheux@univ-bpclermont.fr*

Arnault SKORNICKI, *La Grande Soif de l'État. Michel Foucault avec les sciences sociales*

Paris, Éd. Les Prairies ordinaires, coll. Essais, 2015, 288 pages

Arnault Skornicki, maître de conférences en science politique, propose une stimulante contribution à l'étude de la pensée de l'État chez Michel Foucault. L'ambition du livre est énoncée dans une introduction brève et efficace : « Dégager la contribution de la généalogie [la méthode foucauldienne] à la sociogénèse de l'État » (p. 14). En un mot, intégrer les travaux foucauldien à l'héritage des sciences sociales. Pour ce faire, l'auteur tente de dissiper

deux malentendus. Le premier est que Michel Foucault ne soit pas un penseur de l'État, mais au contraire un intellectuel ayant « décentré l'étude du pouvoir de la question de l'État, au profit d'enjeux longtemps négligés et tenus pour infrapolitiques, comme la folie, la prison, les hôpitaux, ou la sexualité » (p. 11). En réalité, explique Arnault Skornicki, si Michel Foucault déplorait la « survalorisation du problème de l'État [...] ce n'était pas, toutefois, pour délaisser l'étude de l'État lui-même mais plutôt pour en renverser le principe d'analyse » (p. 12). Dans cette perspective, cet « improbable penseur de l'État » cherche à remplacer « la théorie d'un objet réifié qu'on se donne à l'avance (l'État) par la généalogie d'un processus (l'étatisation) » (p. 15). Ainsi, selon l'auteur, Michel Foucault est-il bien un théoricien de l'État, bien qu'il en soit un théoricien implicite. Le deuxième malentendu est lié aux critiques féroces que Michel Foucault adresse à la sociologie. Ces dernières sont bien réelles, admet Arnault Skornicki, mais elles sont dirigées contre l'image que se faisait Michel Foucault de la sociologie, c'est-à-dire une vision caricaturale de l'héritage d'Émile Durkheim (p. 16). Certes, Michel Foucault se distingue d'approches jugées trop globalisantes afin d'étudier l'État comme une pratique, « c'est-à-dire une certaine manière de gouverner, de conduire les conduites, de structurer le champ d'action éventuel des autres » (p. 15). Néanmoins, en faisant dialoguer les idées foucauldien et celles de nombreux sociologues, cet ouvrage vise à montrer que leurs perspectives ne sont pas antagonistes. Il vise donc à réfuter l'extériorité proclamée de l'héritage foucauldien et à l'accueillir au sein des sciences sociales. Une place de choix doit même être réservée à celui qui a, avec tant d'insistance, cherché à saisir « l'étatisation des rapports de pouvoir » (quatrième de couverture).

L'ouvrage, divisé en cinq parties, développe ces deux idées autour des principaux objets et thèmes foucauldien. Le premier chapitre, intitulé « La généalogie est-elle une sociologie comme une autre ? » (pp. 23-49), vise à établir « la contribution de Foucault à la sociologie historique » (p. 23). Il s'agit principalement d'une comparaison des concepts de causalité et de pouvoir chez Michel Foucault et des sociologues classiques, en particulier Max Weber. Le deuxième chapitre, « Foucault et la sociogénèse des monopoles » (pp. 53-107), met en perspective l'étude foucauldienne de l'étatisation des rapports de pouvoir et la théorie webérienne de l'État à travers le concept célèbre de gouvernementalité. Il montre que les deux auteurs, malgré un vocabulaire différent, partagent un objet, l'accroissement du monopole politique de l'État, ainsi qu'une critique commune du « doublet juridico-marxiste », c'est-à-dire à la fois du juridisme formel qui réduit l'État à un phénomène légal et du marxisme qui l'inféode totalement à la sphère économique. Ensuite,